

**REGISTRE des DÉLIBÉRATIONS**  
**du CONSEIL MUNICIPAL**  
**Séance du 16 Janvier 2026**

Nombre de membres		
Afférents	En exercice	Qui ont pris part au vote
15	15	13

Vote
Pour : 13
Contre : 0
Abstention : 0

L'an deux mil vingt-six, le seize janvier, à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de MÉNIL, légalement convoqué en date du neuf janvier deux mil vingt-six, s'est réuni dans la salle du Conseil, sous la présidence de **Monsieur JOUSSEMET Jean-Philippe**, Maire.

Présents : Monsieur JOUSSEMET Jean-Philippe, Maire, Messieurs MOUCHE Patrick et MADIOT Joël, Madame RUAULT Laëtitia et Monsieur HOULLEGATTE Arnaud, Adjoints, Mesdames HAEU Mary-José, MATIGNON Micheline et TROUILLET Marie-Ange et Messieurs MAHIER Alain, PAPILLON Érick, PÉAN Didier et TROUILLET Didier. (Formant le quorum conformément à l'article L.2121-17 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Absents excusés : Madame BAMEULE Séverine (a donné pouvoir à Monsieur HOULLEGATTE Arnaud), Monsieur BALADA-FONTRODONA Thierry et Madame MOURIN Vanessa.

Secrétaire de séance : Madame TROUILLET Marie-Ange. (Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales).

**DCM2026/010 : DROIT de PRÉEMPTION URBAIN - 18, rue Saint-Martin.**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal l'existence d'un droit de préemption urbain sur tout ou partie des zones urbaines ou à urbaniser définies au Plan Local d'Urbanisme (délibération du 24 février 2005).

Il fait part de la demande de déclaration d'intention d'aliéner souscrite par Maître BOUTET Jérôme, Notaire à LA FLÈCHE (Sarthe), 20, boulevard d'Alger, reçue en mairie le 5 janvier 2026 et enregistrée sous le numéro 2026-003, concernant la parcelle suivante :



→ section A n°1673, d'une superficie de 882 m², sis 18, rue Saint-Martin, située en zone UAv (zone agglomérée moyennement dense correspondant au centre bourg ancien intégrant des sites présentant un intérêt archéologique) ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents :

**DÉCIDE** de renoncer au Droit de Préemption Urbain dont dispose la Commune ;  
**CHARGE** Monsieur le Maire de notifier cette décision à Maître Jérôme BOUTET.

La Secrétaire de séance,  
**Marie-Ange TROUILLET**



Fait et délibéré les jour, mois et an susdits,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
Le 16 janvier 2026.

Le Maire,  
**Jean-Philippe JOUSSEMET**

